

## *Le Québec et les gaz de schiste...*

### **Au delà des illusions...**

Le ton de Nathalie Normandeau était émouvant, pour ne pas dire dramatique, ce dimanche alors qu'elle présentait le développement des gaz de schiste au Québec comme une façon pour le Québec de s'affranchir du gaz albertain, d'être « maîtres chez nous » et d'assurer des lendemains qui chantent à l'économie du Québec. Toutefois, on peut se demander comment l'exploitation intensive, rapide et anarchique des gaz de schiste sur notre territoire par des entreprises privées avec un niveau minimal de redevances pour l'État, peut de quelque façon contribuer au développement véritable du Québec.

Nature Québec entend contribuer au débat en s'inspirant notamment des travaux de Harvey Mead, lequel travaille au développement au Québec d'un indice de progrès véritable (IPV) et qui entend faire contrepoids au PIB dont la croissance, devenue un dogme, est souvent présentée comme un indicateur d'évolution d'une société. L'indice de progrès véritable (IPV) cherche quant à lui à mesurer le bien-être collectif de la communauté, sur le long terme. (Pour en savoir plus <http://www.naturequebec.org/pages/economieecologique>)

Selon cette approche, le gaz de schiste, et l'ensemble des ressources minières, est un capital naturel non renouvelable qui appartient collectivement aux Québécois d'aujourd'hui et de demain. Il faut l'utiliser en dernier recours avec parcimonie en investissant l'ensemble des revenus générés à trouver des solutions alternatives à leur utilisation, ainsi qu'à pallier aux impacts négatifs directs liés à leur extraction (contribution au réchauffement climatique, impacts sur les communautés, impacts environnementaux directs, empreinte écologique).

Selon Harvey Mead : « En retour d'emplois de moins en moins importants par rapport aux recettes, le gouvernement cherche à *donner* aux entreprises ces ressources non renouvelables, qui seront transformées en profits et qui, en général, sortiront de la province, à l'instar des pays du tiers-monde. ». Il cite à cet égard le fascinant rapport de la Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement (UNCTAD), paru en 2008 et qui conclut à ce sujet : « Si l'on classe les PMA (pays moins avancés) en fonction de leur spécialisation à l'exportation, l'incidence de la pauvreté est la plus élevée chez les exportateurs de produits de base, c'est-à-dire ceux pour lesquels le pétrole, les minéraux et les produits agricoles représentent la majorité des exportations. ». Le Québec ne doit pas devenir un autre pays « malade du pétrole ».

En lieu et place de cela et en raison d'une « Loi sur les mines » honteuse, dont les principes archaïques et coloniaux font dresser les cheveux, le Québec cède la propriété de son sous-sol à quiconque a l'idée de le « claimer », sans réelle obligation d'en informer ni les propriétaires des terrains en surface, ni les communautés d'accueil. Et si l'on trouve

quelque chose après avoir reçu de généreuses aides à l'exploration, le tout vous appartient avec pouvoir d'expropriation à la clé (si le propriétaire en surface n'est pas raisonnable dans ses demandes...). Dans le cas des gaz de schiste, cette situation confine à l'absurde car on ne tient pas compte que, s'il y a un puits vertical, celui-ci se déploie en profondeur en de longs puits horizontaux. Et pour les propriétaires à la surface de ces puits et les communautés, rien, *nada, niet*, si ce n'est la possibilité de se faire gazer « gratis » par des fuites non contrôlées. On a même vu du gaz s'échapper d'un robinet de cuisine.

### **Le Québec et la maladie hollandaise**

Même dans la logique économique classique, le développement tous azimuts des ressources naturelles d'un état, en échange de quelques emplois à court terme, crée des dérèglements importants. C'est ce qu'on appelle la maladie hollandaise (rien à voir avec les ormes). Cela a pour effet de faire hausser la valeur de la monnaie pendant une courte période, nuisant ainsi à la compétitivité de l'industrie manufacturière. Le terme apparaît au cours des années 60 quand les revenus commerciaux des Pays-Bas ont considérablement augmenté à la suite de l'exploitation de gisements de gaz (tiens, tiens...), ce qui a provoqué par la suite la chute de son économie.

Pour contrer ce mal, la Norvège a créé un « superfonds » national issu de l'exploration pétrolière « off-shore » (co-propriété, fortes redevances), dont les revenus servent notamment à rendre son économie indépendante du pétrole, à électrifier ses transports et à diversifier son économie. Elle combat en quelque sorte le feu par le feu. Ni le gouvernement Charest, ni le gouvernement Harper n'ont reçu, semble-t-il, de vaccin contre la maladie hollandaise.

Que ce soit par la nationalisation, la copropriété ou par l'imposition de fortes redevances, il faudra agir. Il est impensable que le Québec dilapide son capital naturel et celui des générations futures en échange d'un plat de lentilles (les redevances actuelles étant ridiculement basses).

### **Un débat national organisé sur les gaz de schiste : un incontournable**

En forçant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) à tenir trois audiences isolées, sans mandat d'enquêter sur la justification de la filière gazière, sans études d'impacts préalables, tout en ne décrétant pas de moratoire, le gouvernement du Québec se moque de l'intelligence collective de ses citoyens et dévalue l'institution du BAPE. Il doit corriger le tir.

En 1988, le rapport Lacoste recommandait au gouvernement d'alors de mettre en place une évaluation de ses programmes en mandatant le BAPE de tenir des audiences

« génériques » qui permettraient, avant coup, de connaître la pertinence de telle ou telle filière et d'en fixer, le cas échéant, les conditions d'implantation. Les gouvernements ont toujours refusé, et ce malgré l'adoption de la *Loi sur le développement durable*, de mettre en place une telle politique. Aujourd'hui, ce manque se fait cruellement sentir. Les simulacres d'évaluation, comme celles annoncées il y a plus d'un an concernant l'exploitation des hydrocarbures dans le Saint-Laurent ou, cette semaine, les gaz de schiste, ne donneront rien, sinon nourrir encore plus un cynisme collectif déjà suralimenté.

Christian Simard  
Directeur général de Nature Québec